L'ABEILLE.

DE LA NOUVELLE ORLÉANS.

PUBLIÉ PAR MOSELE BACON

SAMEDI MATIN, 20 AVRIL 1833.

POUR GOUVERNEUR

J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLES-ORLEANS, 21 avril.

Nous avons reçu une [illegible] en réponse à celle relativement au magnétisme—elle paraîtra lundi.

DERNIÈRES NOUVELLES D'EUROPE.

Le navire *New-Village*, parti de Liverpool le 5 mars, est entré hier au [illegible] port. Par cette voie les journaux de Londres et de Liverpool du [illegible] mars, que nous devons à l'obligeance de [illegible] *Mercantile Bulletin*.

Les journaux français reçus à Londres le 23 au soir, par courrier extraordinaire apportent la nouvelle que la duchesse de Berry a quitté de la manière la moins équivoque reconnu les imputations dont elle avait été l'objet, et s'efforce pour la première fois de les expliquer en détails ainsi qu'elle fut secrètement mariée lors de son dernier voyage en Italie. Cette pieuse supercherie n'a toutefois fait que peu de dupes à Paris, et n'en trouvera probablement nulle part. Le correspondant du *Morning Herald* observe que le jeune Bourmont et non "un prince Italien," comme on le prétend, est supposé être le père du Penfant auquel la duchesse va bientôt donner le jour. Le tombeau du Carlisme est enfin creusé et le parti est tombé dans une défaveur complète; tout cela est en faveur du gouvernement actuel ; aussi les fonds ont-ils remonté.

La question Belge semble de nouveau attirer l'attention générale à Paris. La rentrée des Français en Belgique est encore différée jusqu'à ce qu'on connaisse le résultat des nouveaux et derniers efforts de la France et de l'Angleterre conjointement avec la Russie, la Prusse et l'Autriche, pour amener le roi de Hollande à se conformer au traité du 15 novembre 1831. Les troupes autrichiennes et françaises vont respectivement être retirées des Etats Romains.

Il paraît que l'ordre est rétabli à Lyon et qu'il règne dans toute la France en général.

Le *Gallignani's Messenger* de Paris du 20 février, dit que le ministre de la guerre se propose de réduire immédiatement l'armée permanente de près de 200,000 hommes, c'est-à-dire d'un bataillon par régiment. Les cadres de ces bataillons seront conservés et gardés en dépôt, il y en aura un par département. On dit aussi qu'il est question de n'avoir que deux classes d'officiers généraux supérieurs et subalternes, ceux qui seront en activité et ceux qui ne le seront pas. La paie des officiers sera établie sur une nouvelle échelle.

Le *Constitutionnel*, qui paraît initié aux secrets du gouvernement, s'exprime ainsi: "Nous avons entendu dire à l'un des ministres que l'abandon du projet de loi sur l'état de siége est presque décidé."

La *Gazette d'Etat* de Prusse annonce que la glace qui couvrait le Rhin s'est brisée soudainement le 14, et que le lendemain matin des masses de glaçons se sont amassées en si grande quantité aux environs d'Oberwesel, que le courant de la rivière en a été intercepté et que la ville était inondée à 27 pieds de hauteur, c'est-à-dire à la même hauteur qu'en 1811. A sept heures du soir, c'est-à-dire au départ de cette nouvelle, l'eau augmentait toujours, et les habitants étaient dans la plus vive alarme. Une immense quantité d'animaux domestiques ont péri.

Le comte de Bourmont, qui était dernièrement à la Haye, est parti ou a dû partir pour Prague, accompagné d'un de ses fils.

L'*Ami de la Charte* de Nantes annonce l'arrestation de Fromandière, l'un des principaux chefs des chouans; il a été pris à Rennes, le 15 février. Il paraît que son vrai nom est Potier. Le Breton, de la même ville, dit que deux chouans ont été tués à Gholet au moment où ils venaient d'essayer de faire feu sur un officier, qui aurait inévitablement été tué si leurs fusils n'eussent pas raté. L'*Echo du Pilgde* de Poitiers dit que des bandes armées se sont montrées dernièrement à quatre ou cinq lieues de cette ville. Le S'étrier ils se sont présentés à Benassais et ont forcé le percepteur des contributions à leur compter 906 frs.; ils lui ont donné un reçu au nom de Henri V, signé "les chouans." Ce journal ajoute qu'il est certain que dans ces bandes il y a des hommes qui n'appartiennent pas à la dernière classe du peuple; beaucoup sont vêtus élégamment.

Le correspondant de l'*Evening Mail* de Londres écrit ce qui suit sous la date de Paris 20 février:

"Depuis quelques jours j'hésitais à appeler votre attention sur un sujet délicat; on aime peu, sur des motifs en apparence assez légers, à s'entretenir de certaines choses sur le compte d'une femme et bien moins d'une malheureuse princesse, qui jouissait encore naguères du rang et de l'influence que donne le pouvoir. Mais ce qui n'était d'abord qu'une supposition, devient chaque jour, d'après des circonstances à l'appui, une croyance qui approche de la conviction; et quant à la publicité dont il s'agit de faire, il peut à peine se passer quelques mois avant qu'on ait la preuve de l'authenticité ou de la fausseté du rapport suivant, quelque peu scandaleux, mais assez romantique.

"Vous vous rappelez le voyage de MM. Orfila et Auvity à Blaye, le changement du gouverneur de la forteresse, et de préfet de Bordeaux, au lieu légitimiste, etc. Eh bien, s'il faut en croire de fortes *paroles*, la cause de tant de c'est que la duchesse de Berry est réellement *enceinte*. Je mais toute la honte qu'une telle assertion peut faire rejaillir sur la tête d'une pauvre mortelle; mais il n'en est pas moins vrai qu'avant que quatre mois soient écoulés la vérité sera connue. Les carlistes ont imaginé un expédient dont on ne peut s'admirer l'ingénuité. Après qu'ils auront tenté tout ce que peut l'or pour faire évader l'illustre prisonnière, (et l'on assure qu'une souscription considérable a été faite dans ce but); après qu'ils auront tenté d'obtenir son renvoi à Naples, par l'intermédiaire et l'influence de la reine de France, ils ont l'intention de proclamer hardiment et impudemment que la duchesse de Berry est mariée, et que rien ne peut être plus cruel et plus atroce que de chercher à la couvrir d'infamie pour avoir encouru les conséquences naturelles d'une union légitime.

"Je crois que cette question divise le palais aussi bien que le conseil: d'un côté, la sœur du roi, princesse qui est douée d'une grande clarté de perception et d'une grande fermeté de caractère, et dont il serait à souhaiter que l'influence fût plus grande sur son frère; et son neveu, le duc d'Orléans, qui, malgré quelques faiblesses, est généralement le meilleur jeune prince et le plus éclairé de l'Europe, sont fortement d'opinion qu'il faut frapper le dernier coup sur un parti qui est implacable dans sa haine, et qu'il est nécessaire qu'un acte solennel manifeste au monde la fin de cette croisade entreprise contre la liberté, la paix et la prospérité de cette grande nation. De l'autre côté, la pauvre reine et tous les faux amis des d'Orléans, disent qu'il est important de renvoyer de suite la princesse à Naples. Le plus curieux de cette dégoutante aventure, c'est que Deutz (juif *apostat*) a refusé le salaire de sa trahison, et des gens généralement bien informés, mais dont l'imagination va peut-être trop loin en ceci, ajoutent qu'il n'a trahi sa maîtresse que par jalousie."

Les journaux ont parlé dernièrement de ce Deutz, qui a renoncé à la foi de ses aïeux pour suivre la fortune des Bourbons, et qui est devenu l'amant de la duchesse de Berry.

M. de Portalis doit faire à la chambre des pairs la proposition tendante à légaliser le mariage des prêtres; il s'agit d'obtenir seulement de la chambre "que [illegible] qu'il n'y a aucun autre empêchement [illegible] que ceux prévus par le code civil," le code civil n'exceptant à [illegible] de sa mariage d'une personne engagée [illegible] des ecclésiastiques. M. Dupin s'étant [illegible] écrit pour parler contre cette proposition, parceque, se fondant sur la lettre et l'esprit du code, il la croyait inutile. Mais une affaire récente [illegible] curseur du roi M. Dupin [illegible] portée à la cour de cassation [illegible] contraires [illegible] de manière qu'au lieu de [illegible] sans autre nourriture que

Madame Cottin, [illegible] a été mise en [illegible] forme plus précise.

On écrit de Paris sous la date du 23 février, que les [illegible] rapports de Lyon annoncent qu'on craint de voir [illegible] des troubles semblables à ceux [illegible] 1831. Depuis quelque temps il y a beaucoup d'agitation [illegible] causée parmi la classe manque de travail qui [illegible] Dernièrement cette agitation est devenue [illegible] par une coalition formée par les ouvriers [illegible] qu'il leur était nécessaire de s'entendre pour résister à une prétendue coalition des manufacturiers, dont l'objet était, soi-disant, de les *forcer* à subir une diminution considérable de leurs gages. L'autorité a adopté des mesures pour prévenir le retour des scènes de 1831.

Ibrahim Pacha refuse positivement, dit-on, de se rendre à l'intervention des diplomates européens, et est déterminé à marcher sur Constantinople; il paraît qu'il ne consentirait à l'armistice que dans le but de recruter et de reposer son armée. On fesait de nouveaux efforts pour rassembler et envoyer de nouvelles troupes sur la rive asiatique du Bosphore; jusqu'à présent la présence de Constantinople n'avait donné aucun signe de mécontentement, mais on soupçonnait que des émissaires de Mehemet-Ali aidés par le parti des janissaires et leurs amis, se préparaient activement à la révolte. La peste avait beaucoup perdu de son intensité.

Les journaux allemands assurent qu'Ibrahim Pacha a conservé une attitude plus ferme qu'on ne s'y attendait et que quoique l'état de son armée empire sensiblement, il maintient ses avantages militaires avec vigueur. On compte toutefois beaucoup sur la modération de Mehemet Ali à qui son fils s'en rapporte entièrement pour les négociations de paix; aussi qu'on pouvait s'y attendre, le pays commence à souffrir considérablement de la présence de l'armée ennemie, circonstance propre à susciter un esprit de résistance plus opiniâtre, si la guerre venait à recommencer. Malgré le caractère décourageant de cette lettre, nous sommes toujours d'opinion que les hostilités ne seront pas renouvelées.—*Globe.*

Les nouvelles que nous recevons directement de la Haye, jusqu'à la date du 19 février, nous fournissent les particularités de la note transmise le 10 par le prince de Talleyrand et lord Palmerston, au cabinet de la Haye. Elle consiste en cinq articles, dont le premier déclare que, si le roi de Hollande ne transmet pas dans quinze jours les bases explicites d'un traité de commerce avec la Belgique, l'armée française rentrera sur le territoire belge, soutenue par une ex adre anglaise, et y restera jusqu'à ce que le traité du 15 novembre soit pleinement accompli. Le second article déclare que l'embargo mis sur les navires hollandais sera continué jusqu'à la consommation du traité. Le troisième demande l'abolition du droit de tol établi récemment, et menace de l'emploi de mesures coercitives en cas de refus. Le quatrième déclare, que si l'on satisfait à ces demandes, la France et l'Angleterre emploieront toute leur influence pour obtenir la ratification du traité dans le cours du mois. Et le cinquième fait concevoir l'espoir que le roi de Hollande verra la nécessité de régler réellement cette question et de ne transmettre aucune proposition qui ne soit admissible. Il est vrai que ce n'est là que le sommaire de la note, sommaire présenté sans doute conformément aux idées de l'analyste.

L'*Indépendant* de Bruxelles, au contraire, donne, dit-il, la copie d'une note transmise par les ministres anglais et français au baron Von Zuylen de Nyvelt, en date du 14 février, quatre jours avant la précédente. Cette note, qui renferme la preuve évidente de son authenticité, ne fait point allusion à celle du 10, mais récapitule seulement les diverses tentations faites pour conclure un arrangement avec le baron Nyvelt, et dit qu'elles ont constamment échoué parce qu'il a toujours persisté à se dire non autorisé à traiter séparément avec les membres de la conférence. Cette note termine en jetant sur le plénipotentiaire hollandais le blâme de tout le mal qui peut être la conséquence des délais apportés à l'accomplissement des traités et en l'invitant à les transmettre sans délai à la Haye. Cette note semblerait prouver que l'autre document a été inventé à plaisir. De manière ou d'autre, le gouvernement français est bien résolu à presser la fin des négociations.

Le *Standard* de Londres de la dernière date, annonce, sur l'autorité des journaux français reçus par exprès, que le vendredi précédent, la Duchesse de Berry a remis au général Bugeaud, gouverneur de la citadelle dans laquelle elle est enfermée, une protestation dont voici les termes:

"Pressée par les circonstances et par les mesures ordonnées par le gouvernement, quoique j'eusse les plus grandes raisons possibles de tenir secret mon mariage, je crois que je me dois à moi-même aussi bien qu'à mes enfans de déclarer que pendant mon séjour en Italie je me suis mariée secrètement."

MARIE-CAROLINE.

Cette pièce a tout-à-fait l'air d'une fabrication dérisoire, quoiqu'après tout elle doive ne sembler pour le fond à celle que publiera, un peu plus tôt ou un peu plus tard, M. Berryer fils, si on ne préfère annoncer au monde que ce cas, à moins qu'elle ne préfère annoncer au monde que ce cas; à moins qu'elle ne préfère annoncer au monde que ce n'est rien moins que le saint-esprit.—Marmotez lui est venu par l'opération du saint-esprit.—Marmotez lui est venu par l'opération du saint-esprit.—Marmotez lui est venu par l'opération du